

Asie occidentale et centrale

L'Asie occidentale et centrale, composée de 25 pays et zones (figure 44), est la région la moins boisée du monde puisqu'elle ne dispose que de 4 pour cent de couvert forestier (soit 1,1 pour cent de la superficie forestière mondiale) (figure 45). La majeure partie de la zone forestière s'étend sur quelques pays, alors que 19 nations comptent moins de 10 pour cent de couvert forestier. Près 75 pour cent de la région est aride et se caractérise par une faible productivité de la biomasse. La végétation comprend de la brousse subdésertique en Asie centrale et dans la péninsule arabe, des poches de mangroves sur les côtes du Golfe persique ainsi que des prairies alpines en Asie centrale. Au vu de la faible couverture forestière de la région, les arbres situés en dehors des forêts, notamment dans les fermes et sur d'autres terres boisées, remplissent d'importantes fonctions de production et de protection.

MOTEURS DU CHANGEMENT

Démographie

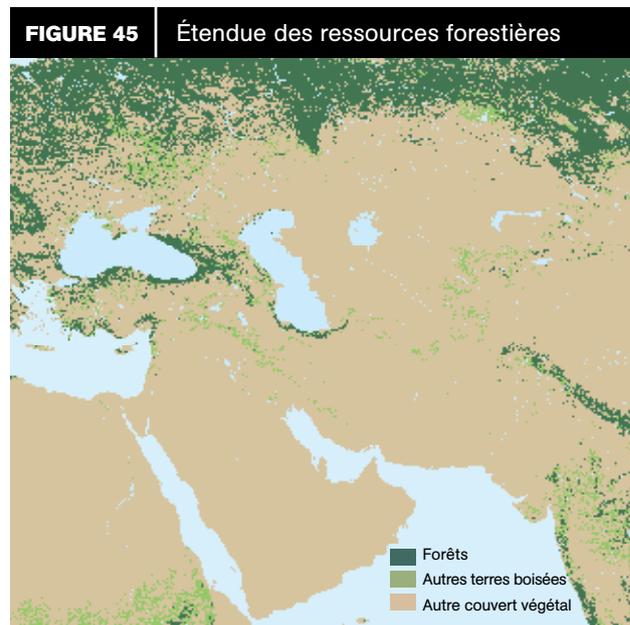
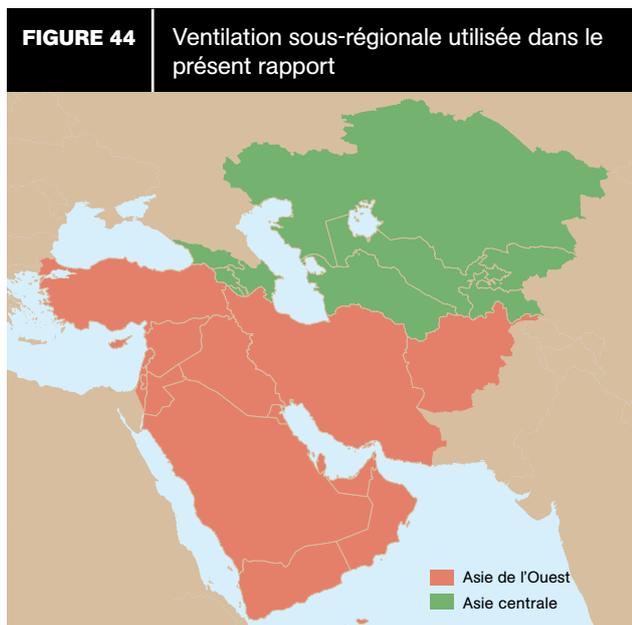
Selon les estimations, la population d'Asie occidentale et centrale devrait augmenter, passant de 371 millions d'individus en 2006 à 479 millions d'individus en 2020 (figure 46). Entre 2005 et 2020, son taux de croissance annuelle devrait s'élever à 2 pour cent. Alors que le taux de croissance de certains pays, comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kazakhstan, sont faibles à négatifs, ceux de plusieurs autres nations, comme l'Afghanistan, le Qatar, la République arabe syrienne, les Émirats arabes unis et le

Yémen, dépassent 2,5 pour cent. Une forte proportion de la population a moins de 14 ans, ce qui laisse entrevoir une forte augmentation de la population en âge de travailler au cours des 20 prochaines années et donc un plus grand besoin d'emplois, de logements et d'équipements. Le fort taux d'urbanisation vient accentuer ces besoins. En effet, en Asie occidentale, par exemple, 78 pour cent de la population devrait vivre en ville d'ici 2020. Ce phénomène augmente également la demande en espaces verts, ce qui conduit à des modifications considérables des politiques forestières (Amir et Rechtman, 2006).

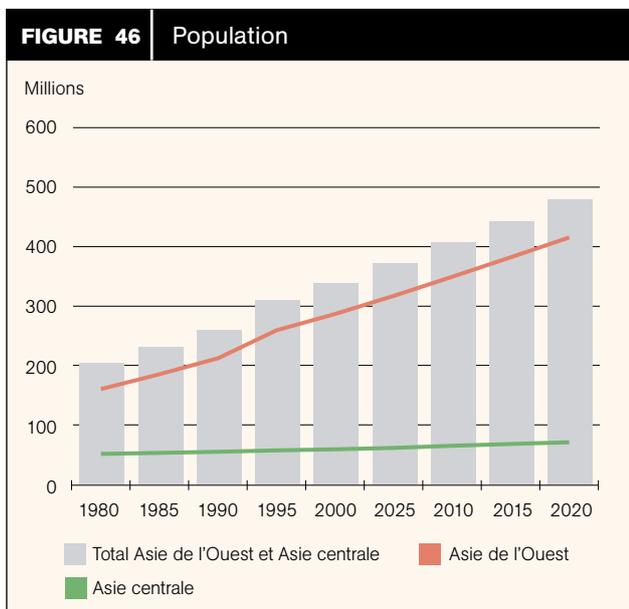
Économie

Au cours de la décennie écoulée, la région a connu une forte croissance économique (FMI, 2008), en grande partie grâce à la hausse des prix de l'énergie qui resteront élevés en raison d'une demande mondiale soutenue, ce qui maintiendra un taux de croissance élevé des revenus pour les 10 prochaines années et au-delà (figure 47). À l'exception d'un petit nombre de pays non producteurs de combustibles fossiles, les revenus par habitant poursuivront leur croissance même si leur répartition pourrait rester inégale.

Les pays non producteurs de combustibles fossiles et ceux dont les économies sont moins diversifiées, comme l'Afghanistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Yémen, sont toutefois confrontés à un certain nombre d'enjeux. Même si certains d'entre eux ont, certes, profité de la bonne santé économique des pays producteurs de combustibles fossiles plus riches (notamment au travers de l'emploi, des marchés



NOTE: Voir le tableau 1 (Annexe) pour le classement des pays et des territoires par sous-région.

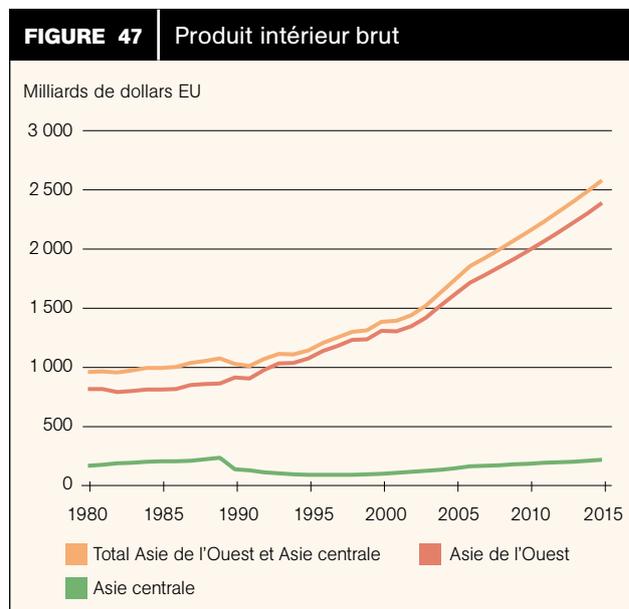


pour les produits et du tourisme), la pauvreté y reste bien réelle, tout comme leur dépendance à l'égard de l'agriculture.

La région compte aussi un certain nombre de pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire dont les économies sont fortement diversifiées, disposant d'un secteur agricole, d'industries et d'un secteur des services dynamique. Par exemple, Israël est l'un des pays les plus innovateurs en agriculture et dispose d'une industrie de haute technologie.

Ayant pris conscience de la vulnérabilité qu'entraîne leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles, la plupart de pays producteurs diversifient leurs économies en investissant dans l'agriculture, dans l'industrie et dans le secteur des services, y compris le tourisme. La récente hausse des prix des aliments a poussé certains pays du Conseil de coopération du Golfe à investir dans des projets agricoles dans des pays situés en dehors de la région, où il est plus aisé de trouver des terres et de l'eau.

Même si la part de l'agriculture et l'élevage dans le PIB diminue par rapport à l'essor que connaissent d'autres secteurs, comme les combustibles fossiles et les minéraux, les industries et les services (FAO, 2007b), ces activités n'en restent pas moins vitales pour la plupart des pays, y compris pour ceux qui disposent d'autres sources de revenus. Dans certains pays, par exemple en Arabie saoudite, une diminution des subventions destinées à l'agriculture à forte intensité d'intrants dans les régions sèches a poussé le secteur agricole à se tourner vers des zones au climat plus favorable, dont des zones boisées, ce qui a entraîné des déboisements.



Dans la plupart des pays, l'élevage a pris de l'ampleur, dans une large mesure pour répondre à la demande croissante en viande. Des revenus plus élevés ont permis aux éleveurs de transporter leur bétail sur de longues distances et vers des nouveaux pâturages, et même d'acheminer de l'eau. Alors que la gestion du bétail nomade permettait d'assurer la pérennité des terrains de parcours, les nouvelles pratiques et le nombre plus élevé d'animaux ont accéléré la dégradation des forêts et des parcours (FAO, 2008f). Dans certains pays riches en combustibles fossiles, d'anciens éleveurs et agriculteurs ont déménagé vers des zones urbaines et emploient des travailleurs migrants pour s'occuper de leurs anciennes activités. Les forêts et les parcours subissent donc toujours autant de pressions.

Politiques et institutions

Les politiques et les institutions dans le secteur forestier et en dehors de celui-ci évoluent à des rythmes différents selon le cadre politique général des pays. Par exemple, l'effondrement de l'Union soviétique a provoqué des transformations de grande ampleur en Asie centrale qui ont, directement et indirectement, touché le secteur forestier. Les capacités institutionnelles ont diminué et les politiques, les législations et les institutions forestières n'ont pas encore été modifiées pour répondre aux nouveaux enjeux nés d'un cadre décentralisé. Dans certaines zones, l'instabilité résultant des conflits affaiblit les capacités institutionnelles.

Auparavant, les institutions communautaires locales jouaient un rôle essentiel dans la gestion des ressources,

mais l'apparition d'un contrôle gouvernemental est venue fragiliser les systèmes de gestion traditionnels, débouchant souvent sur une utilisation non réglementée des ressources (Gouvernement d'Oman, 2005). Même si certains pays ont tenté d'étendre la participation (encadré 26), les approches participatives ne sont pas encore bien ancrées dans la plupart des pays. Cependant, dans les nations où les processus démocratiques sont bien établis, comme à Chypre, les politiques et les institutions forestières répondent aux nouveaux besoins de la société. La gestion des forêts s'est ainsi davantage concentrée sur la fourniture de services environnementaux plutôt que sur la production de bois et les approches participatives sont encouragées.

Le secteur privé n'intervient que de façon limitée dans la gestion des forêts, principalement parce que la plupart des terres sont détenues par les pouvoirs publics et surtout parce que la productivité et la viabilité commerciale sont faibles. Néanmoins, dans la plupart des pays, le secteur privé occupe une place prédominante dans les industries forestières ainsi dans le commerce des produits forestiers.

Sciences et technologies

De 1997 à 2002, les dépenses moyennes liées à la recherche et au développement dans la région sont restées inférieures à 0,5 pour cent du PIB total (FAO, 2007c), soit largement sous la moyenne mondiale, y compris pour les pays en développement. Le nombre d'utilisateurs de l'Internet s'accroît pourtant, signe d'un meilleur accès à l'information. La plupart des pays d'Asie centrale profitaient du vaste réservoir d'infrastructures scientifiques et technologiques de l'Union soviétique et ont vu leurs capacités scientifiques décliner depuis le démantèlement du bloc soviétique. Des moyens limités, une vision hiérarchique de la recherche et du développement et la fuite des cerveaux ont entamé les capacités scientifiques et technologiques de la majeure partie des pays de la région, à l'exception de quelques-uns, comme la République islamique d'Iran et la Turquie. Mais surtout, les forêts ne sont pas une priorité dans la région et le secteur ne bénéficie que d'un investissement minimum. Les domaines qui reçoivent le plus d'attention sont la conservation des forêts et les services environnementaux.

ENCADRÉ 26

Coopératives villageoises en Turquie

La Turquie compte près de 5 000 coopératives villageoises et plus de 680 000 membres. Près de 3 200 de ces coopératives sont dans des villages forestiers. Depuis les années 70, les lois forestières ont accordé des droits spéciaux et des privilèges aux coopératives villageoises, y compris la possibilité d'exploiter les forêts en priorité et le droit de prélever une partie du bois récolté pour des prix réduits. Plus de 2 100 coopératives villageoises se livraient à des activités forestières en 2000, récoltant près de 60 pour cent de la production nationale de bois.

SOURCE: FAO, 2008f.

SCÉNARIO GÉNÉRAL

Il est possible de dégager trois modèles de développement dans la région, dont les implications pour les forêts et la foresterie diffèrent.

L'agriculture et l'élevage vont rester les principales sources de moyens d'existence dans les pays à faible revenu, non producteurs de combustibles fossiles (à noter également que les transferts de fonds des citoyens employés dans les pays producteurs de combustibles fossiles deviennent également une importante source de revenus). L'avenir des forêts et des zones boisées dépendra de la diversification de l'économie, qui dépendra, pour sa part, de la stabilité politique, du développement institutionnel et des investissements consentis dans les ressources humaines. Le tourisme offre des possibilités de diversification.

Les pays dont la croissance et la prospérité dépendent des combustibles fossiles doivent également se diversifier. Plusieurs d'entre eux ont pris conscience de la vulnérabilité à long terme qu'entraîne leur dépendance aux combustibles et investissent dans les industries et dans la mise en valeur des ressources humaines. Bon nombre de ces pays ne se sont concentrés que sur le secteur de l'énergie, au détriment d'autres, comme l'agriculture et la foresterie. Voilà pourquoi, malgré des revenus nationaux élevés, la foresterie risque de subir de fortes restrictions financières et les institutions forestières pourraient en sortir affaiblies. Il y a fort à parier que l'amélioration des cadres institutionnels restera un enjeu de taille.

Certains pays, producteurs et non-producteurs de combustibles fossiles, ont considérablement progressé au niveau de la diversification de leur économie et ont tiré profit de la mondialisation en investissant dans l'industrie, le commerce et le tourisme. Plusieurs d'entre eux émergent en tant qu'importantes places financières régionales et mondiales. Ces pays prêtent davantage d'attention aux problèmes environnementaux, notamment à l'aménagement des espaces verts.

PERSPECTIVES

Superficie forestière

De 1990 à 2005, la superficie forestière s'est accrue (tableau 18) et il est probable que cette tendance se maintienne, sauf dans les pays à faible revenu tributaires de l'agriculture. L'importance de l'agriculture (y compris l'élevage) diminuant et les pays plus riches investissant dans l'afforestation et l'aménagement des espaces verts (encadré 27), la superficie forestière globale devrait s'accroître.

Dans les pays dont la couverture forestière est faible, qui connaissent une urbanisation rapide et dont l'expansion agricole est freinée (surtout à cause du manque d'eau), la superficie forestière devrait se stabiliser. Les efforts d'afforestation, même limités, permettront de regagner la perte du couvert forestier. Il convient toutefois de souligner, qu'inversement, dans les pays où des conflits armés ont déstabilisé la gestion des forêts, le déclin de la superficie forestière se poursuit.

Les terrains de parcours et les pâturages couverts d'arbres clairsemés représentent plus de la moitié des terres émergées de la région. Ils constituent la principale source de fourrages et de combustibles ligneux, et permettent également l'approvisionnement en produits non ligneux. Sans gestion appropriée, ces terres se dégradent rapidement (encadré 28).

Outre ces arbres situés en dehors des forêts et dans des systèmes agroforestiers – dont le rôle est important, mais qu'il est difficile de quantifier – la région compte environ 5 millions d'hectares de forêts plantées. Cela représente moins de 2 pour cent de la superficie mondiale des plantations forestières (tableau 19). La moitié de ces forêts plantées le sont pour protéger l'environnement. Le taux de plantation annuel est plutôt modeste et tourne aux alentours de 80 000 ha. Le fléchissement de la surface des plantations forestières en Asie centrale entre 2000 et 2005 a principalement eu lieu au Kazakhstan et était en grande partie lié à des feux de forêts (FAO, 2006d). La moitié des

forêts plantées de la région se situent en Turquie, où 75 pour cent de ces plantations sont destinés à la production, le reste remplissant un rôle de protection. La République islamique d'Iran et la Turquie sont les deux seuls pays à planter des forêts pour la production.

Gestion des forêts

À l'exception de Chypre, du Liban et du Yémen, la majeure partie des forêts de la région est détenue par les pouvoirs publics. Toutefois, les différences politiques et historiques entre ces pays ont abouti à des disparités considérables dans la façon dont elles sont gérées et utilisées.

Pendant la période soviétique, la plupart des forêts et des terres boisées d'Asie centrale bénéficiaient d'un régime particulier de protection de l'environnement en vertu duquel l'exploitation était totalement prohibée, une politique d'autant plus facile que la couverture forestière de la région était faible et les débouchés commerciaux pour les produits forestiers

TABLEAU 18

Couvert forestier: superficie et variation

Sous-région	Superficie (1 000 ha)			Variation annuelle (1 000 ha)		Taux de variation annuelle (%)	
	1990	2000	2005	1990-2000	2000-2005	1990-2000	2000-2005
Asie centrale	15 880	15 973	16 017	9	9	0,06	0,06
Asie de l'Ouest	27 296	27 546	27 570	25	5	0,09	0,02
Total Asie centrale et Asie de l'Ouest	43 176	43 519	43 588	34	14	0,08	0,03
Monde	4 077 291	3 988 610	3 952 025	-8 868	-7 317	-0,22	-0,18

NOTE: Les données présentées sont arrondies si nécessaire.

SOURCE: FAO, 2006a.

ENCADRÉ 27	Plantation de bois dans les Émirats arabes unis
<p>Les Émirats arabes unis sont un pays extrêmement aride et urbanisé (près de 80 pour cent). Le gouvernement encourage les activités de plantation d'arbres et d'aménagement paysager, qui sont de plus en plus appuyées par la population.</p> <p>Les programmes de plantation dans les zones urbaines améliorent le microclimat, atténuent la pollution atmosphérique, embellissent les abords des routes et créent des zones de loisirs. Abou Dhabi, qui ne comptait qu'un parc public en 1974, en dispose désormais de 40, couvrant une superficie de plus de 300 ha.</p> <p>En dehors des villes, les arbres sont plantés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans les ceintures vertes pour combattre la désertification et le déplacement des sables; • pour protéger les fermes, les zones agricoles et les parcours pastoraux; • pour créer des sanctuaires naturels pour l'élevage et la conservation des gazelles, des rongeurs, des oiseaux et d'autres animaux. <p>Quatre-vingt-dix pour cent des eaux usées traitées sont utilisées pour l'irrigation des domaines plantés.</p> <p>SOURCE: FAO, 2005c.</p>	

ENCADRÉ 28	Parcours pastoraux en Asie de l'Ouest
<p>Les parcours pastoraux occupent 52 pour cent des terres de l'Asie de l'Ouest. Jusqu'à 90 pour cent de ces terres sont dégradées ou vulnérables à la désertification. Le pacage, qui est une cause importante de dégradation des terres dans la sous-région, a plus que doublé dans les quatre décennies passées, principalement à cause de l'alimentation subventionnée, de la fourniture de points d'eau et de la mécanisation. La densité d'ovins a atteint quatre fois la capacité de charge dans certaines régions. La surcharge du pacage et la collecte de bois de feu ont réduit la productivité des parcours pastoraux de 20 pour cent en Jordanie et de 70 pour cent en République arabe syrienne.</p> <p>Le contrôle centralisé des parcours pastoraux a fragilisé les systèmes d'élevage nomade traditionnels, fondés sur gestion prudente des terres pour empêcher leur utilisation excessive. La plupart des parcours pastoraux de la sous-région sont des ressources à accès libre, et leur protection ne fait pas l'objet de responsabilités suffisamment claires.</p> <p>SOURCES: FAO, 2007c; PNUE, 2007.</p>	

TABLEAU 19

Forêts plantées

Sous-région	1990	2000	2005
	(1 000 ha)		
Asie centrale	1 274	1 323	1 193
Asie de l'Ouest	3 022	3 623	3 895
Total Asie centrale et Asie de l'Ouest	4 295	4 946	5 089
Monde	209 443	246 556	271 346

NOTE: Les données présentées sont arrondies si nécessaire.

SOURCE: FAO, 2006b.

limités. La stricte application des règles et des réglementations de la part d'une administration forestière publique bien organisée a permis de protéger les forêts. Malheureusement, après l'indépendance, la diminution de l'approvisionnement en bois et en combustibles de la part de la Fédération de Russie a accru la pression sur les forêts et la prohibition de l'exploitation n'a plus suffi. Alors que presque toutes les forêts restaient officiellement des zones protégées, les faiblesses institutionnelles et la hausse de la demande en bois ont induit une augmentation des exploitations illégales. Il faudra consentir davantage d'investissements si l'on désire éviter que des problèmes, comme les feux de forêts, ne s'aggravent.

En Asie occidentale également, les forêts ont bénéficié du statut de zones protégées. Plusieurs pays, qui dépendaient au préalable des forêts pour la production de bois, ont réduit leur exploitation pour accroître les avantages environnementaux.

Les mauvaises conditions climatiques et pédologiques de la région et la faible productivité rendent les plantations forestières onéreuses, attirant peu d'intérêts de la part du secteur privé et s'appuyant donc principalement sur des financements publics. Les nouveaux besoins de la société ont influencé la gestion des forêts plantées: certaines, à l'origine plantées pour la production de bois, sont désormais gérées dans un but récréatif (encadré 29).

Dans la plupart des pays de la région, les arbres qui poussent dans des fermes au sein de divers systèmes agroforestiers constituent une source de revenus et surtout, remplissent des fonctions de protection en tant que brise-vent et écrans protecteurs végétaux. La mise en place d'une protection contre le vent s'intègre dans les pratiques agricoles de quasiment tous les pays. Dans plusieurs pays d'Asie occidentale, la culture du palmier dattier a permis de transformer des déserts en oasis. Aux Émirats arabes unis, les plantations de dattiers à grande échelle ont amélioré le paysage tout en générant des revenus substantiels (FAO, 2008f). Les arbres fruitiers fournissent également du bois.

Les coûts élevés qu'implique l'amélioration des politiques, des arrangements institutionnels et des compétences techniques pourraient continuer de limiter les capacités de bon nombre de pays de la région de mettre en place une gestion durable des forêts. Par ailleurs, la plupart des forêts de la région se situent dans des zones de conflit et l'instabilité que ces troubles génèrent remet fortement en cause la gestion durable des forêts, particulièrement lorsque celles-ci s'étendent de part et d'autre de frontières nationales (FAO, 2008g).

Produits dérivés du bois: production, consommation et commerce

En raison des conditions de croissance défavorables et de l'importance accordée au rôle protecteur des arbres, la production de produits dérivés du bois est limitée et la région est fortement tributaire des importations pour satisfaire la demande. Les importations de bois se sont accrues d'environ 5,6 milliards d'USD en 1995 à 13,5 milliards de d'USD en 2006 et couvrent plus de la moitié de la consommation. Dans la région, l'Afghanistan, la Géorgie, la République islamique d'Iran, le Kazakhstan et la Turquie produisent la majeure partie du bois.

Selon les estimations, la consommation de produits du bois dans la région devrait augmenter, suivant ainsi les tendances à la hausse de la population, de l'urbanisation et des revenus. La croissance annuelle de la consommation de bois sciés, de panneaux dérivés du bois ainsi que de papier et de carton devrait s'élever à respectivement 2,5, 4,5 et 4,0 pour cent au cours des 15 prochaines années (tableau 20). L'augmentation devrait être plus forte dans les pays d'Asie centrale qui se redressent de la récession survenue après 1990. La région restera l'une des principales régions importatrices de produits dérivés du bois du fait de ses ressources naturelles limitées et de la demande en hausse.

La République islamique d'Iran et la Turquie, qui disposent de vastes marchés nationaux, d'une main-d'œuvre bon marché et d'un climat d'investissement stable, ont investi dans le développement de l'industrie forestière (meubles, carton et panneaux de fibres de moyenne densité), basée principalement sur des matières premières importées. Au vu de la baisse de la rentabilité de l'industrie du bois en Europe, ces industries pourraient encore prendre de l'ampleur. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis produisent du papier et du carton (principalement du papier de soie et du carton ondulé) presque exclusivement sur base de pâte importée et de la récupération sur place de vieux papiers. La compétitivité de l'industrie est toutefois remise en question par les coûts de production élevés, notamment liés aux importants besoins en eau (Mubin, 2004).

Combustibles ligneux

Au niveau régional, la consommation de combustibles ligneux va continuer de décliner au cours des 15 prochaines années (figure 48), mais les tendances de la consommation

ENCADRÉ 29**Conversion des plantations forestières à Chypre**

À Chypre, 94 plantations villageoises de près de 1 580 ha ont été créées pendant la seconde guerre mondiale pour fournir du bois de feu aux communautés locales. Lorsque les plantations sont parvenues à maturité, les revenus ont augmenté et les carburants commerciaux sont devenus disponibles et bon marché, ce qui a entraîné une baisse de la demande de bois de feu. Parallèlement, la demande de zones de loisirs a augmenté. Ces plantations ont donc été transformées en zones de loisirs agrémentées d'arbres d'ornement.

SOURCE: Gouvernement de Chypre, 2005.

TABLEAU 20

Production et consommation de produits ligneux

Année	Bois rond industriel (millions de m ³)		Bois scié (millions de m ³)		Panneaux dérivés du bois (millions de m ³)		Papiers et cartons (millions de tonnes)	
	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation
2000	14	15	6	10	3	6	2	6
2005	17	19	7	13	5	9	3	8
2010	17	21	8	14	6	12	4	10
2020	15	22	10	18	11	18	6	14

SOURCE: FAO, 2008c.

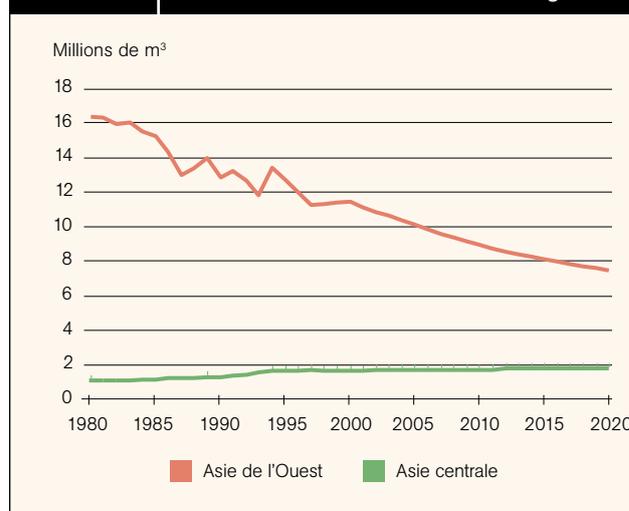
diffèrent fortement d'un pays à l'autre et parfois au sein même des pays. En Turquie, dont l'économie est diversifiée, la consommation de combustibles ligneux a fortement chuté largement en raison de la disponibilité de combustibles commerciaux. Il est probable que cette tendance se maintienne. Toutefois, dans les pays à faible revenu, qui n'ont pas accès aux combustibles commerciaux, l'utilisation de combustibles ligneux s'est accrue. En Afghanistan et au Yémen, par exemple, les combustibles ligneux couvrent respectivement près de 85 et de 70 pour cent des besoins énergétiques des ménages (FAO, 2007c). La consommation de combustibles ligneux est également élevée dans certaines républiques d'Asie centrale, comme au Tadjikistan et en Ouzbékistan, où la consommation totale devrait augmenter, accentuant d'autant les pressions sur les forêts peu productives et les terres boisées.

Dans la plupart des autres pays, notamment en Asie occidentale, la consommation de bois de feu diminue tandis que l'utilisation du charbon augmente, surtout dans les restaurants et les foyers. L'Arabie saoudite a tenté, sans succès, de préserver la ressource en interdisant la production de charbon et en encourageant les importations, mais les habitants qui n'ont d'autres possibilités de revenus ont continué de produire du charbon pour vivre.

Produits forestiers non ligneux

Comme dans les autres régions, l'utilisation des PFNL s'articule le plus souvent autour de nombreux produits de subsistance et de quelques produits importants d'un point de vue commercial, dont beaucoup sont systématiquement domestiqués et cultivés (FAO, 2006e; FAO, 2007c). L'utilisation à des fins de subsistance et la commercialisation des PFNL revêtent une importance particulière pour les communautés rurales à faible revenu. Dans de nombreux pays, les PFNL génèrent davantage de revenus que la production de bois.

Le miel, les champignons, les plantes médicinales, les pignons, les noix, les pistaches, les fruits à coque, les feuilles de laurier, le thym et le fourrage figurent au nombre des produits commerciaux. Dans les économies plus diversifiées, les produits forestiers non ligneux importants sur le plan commercial ont toujours été mis en valeur avec la participation du secteur privé. Au Liban, les plantations privées de pin (*Pinus pinea*) sont gérées avant tout pour produire des pignons. En Turquie, la production, la transformation et la commercialisation des feuilles de laurier se sont fortement améliorées grâce aux investissements du secteur privé.

FIGURE 48 Consommation de combustibles ligneux

SOURCES: FAO, 2003b.

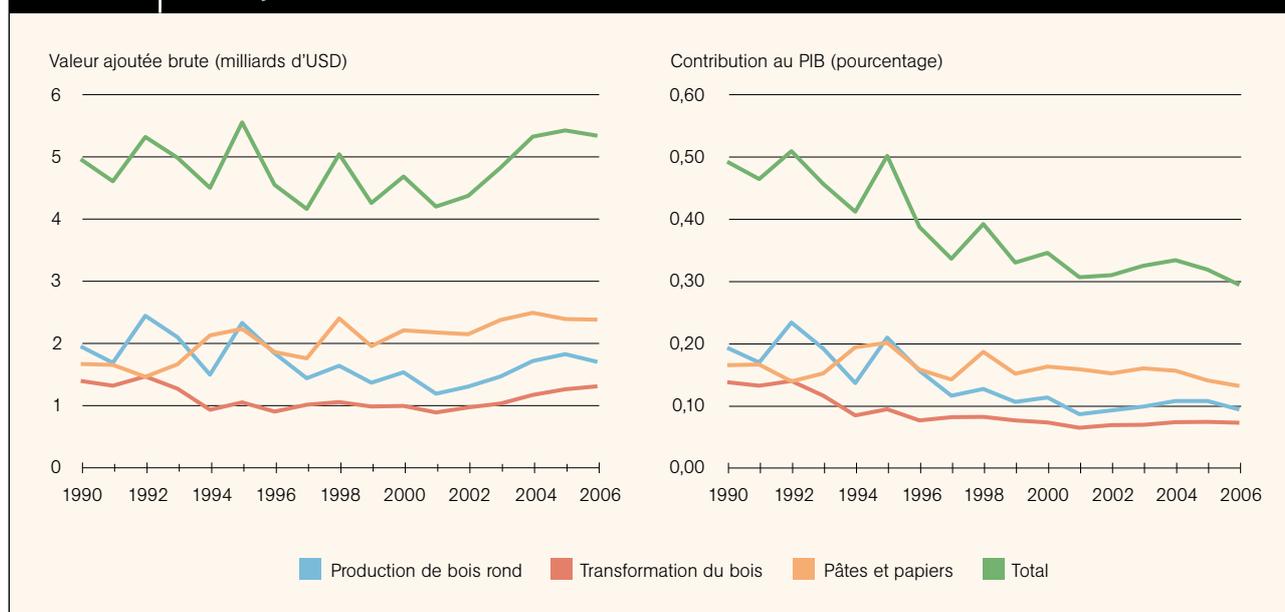
Il ne devrait pas y avoir de grandes modifications dans la façon dont les PFNL sont utilisés et l'objectif principal sera d'améliorer la production et la valeur ajoutée de produits moins commercialisés, de développer des marchés et enfin d'accroître les possibilités de revenus des ménages à faible revenu.

Participation de la foresterie aux revenus et à l'emploi

La valeur ajoutée brute du secteur forestier a légèrement augmenté, passant d'environ 4,9 milliards d'USD en 1990 à environ 5,3 milliards d'USD en 2006 (figure 49). Cette hausse est principalement survenue dans le secteur de la pâte et du papier, dans une large mesure grâce à la production de carton expansé. Depuis 2000, après une légère diminution, on a pu noter une tendance à la hausse au niveau de l'emploi dans le secteur, mais les chiffres restent en général stables. Il convient toutefois de noter que les estimations manquent de précision en raison d'une prise en compte incomplète au niveau national de la valeur ajoutée et de l'emploi, principalement pour le secteur informel.

Services environnementaux des forêts

Étant donné le potentiel limité de la production commerciale de bois, la fourniture de services environnementaux – notamment l'arrêt de la dégradation des terres et de la désertification, la protection des réserves en eau et l'amélioration de l'environnement urbain – restera la

FIGURE 49 Valeur ajoutée dans le secteur forestier

NOTE: Les variations de la valeur ajoutée sont exprimées en valeur réelle (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).
SOURCE: FAO, 2008b.

principale fonction des forêts et des zones boisées en Asie occidentale et centrale. La protection de l'environnement et la fourniture de services environnementaux découlent largement de la volonté des pouvoirs publics au travers de mesures politiques de soutien prévoyant des degrés de participation divers pour les organisations de la société civile, le secteur privé et les communautés.

Dans la région, cinq zones ont été identifiées en tant que points chauds de la biodiversité en raison de leur richesse biologique et leurs écosystèmes menacés (Conservation International, 2005). Par exemple, les forêts des montagnes d'Asie centrale sont le centre d'origine de cultivars de pomme, de poire et de grenade. À l'heure actuelle, les efforts de conservation de la biodiversité se sont concentrés sur la désignation de zones protégées qui, en 2007, s'étendaient sur environ 114 millions d'hectares, soit environ 10 pour cent des terres émergées de la région (ONU, 2008c).

Toutefois, dans les pays à faible revenu tributaires de l'agriculture et présentant une grande biodiversité, comme l'Afghanistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Yémen, la conservation pourrait rester difficile en raison des pressions sur les terres et sur les autres ressources, et du fait de l'incapacité des gouvernements à investir comme il se doit dans une gestion efficace des zones protégées. Les faiblesses politiques et institutionnelles, y compris la dilution des responsabilités, sont autant d'obstacles à la gestion des zones protégées, même dans certains pays aux revenus relativement élevés. Le braconnage est l'un des principaux problèmes dans certaines zones protégées.

La désertification et la dégradation des terres sont des problèmes récurrents dans la région et surtout en Asie occidentale où tous les pays se situent dans la zone aride ou semi-aride et trois quarts des terres sont des déserts ou des terres désertifiées (FAO, 2007c). Les conditions climatiques extrêmes en sont l'une des causes, mais les activités humaines, comme l'expansion de l'agriculture, les

pâturages intensifs, l'utilisation constante de la végétation comme combustible ou fourrage et de mauvaises techniques d'irrigation, ont également leur part de responsabilités. Les forêts et les arbres participent directement au contrôle des risques de désertification et au maintien des conditions qui permettent aux populations humaines de pratiquer l'agriculture, l'élevage extensif ou de s'assurer des moyens d'existence. Toutefois, les arbres consommant aussi de l'eau, tout programme de boisement devrait tenir compte du bilan hydrique. En Israël, on a pu noter que le boisement dans des fermes pouvait générer davantage de bénéfices que des programmes d'afforestation à grande échelle (Malagnoux, Sène et Atzmon, 2007).

La gestion intégrée des terres et de l'eau pourrait prévenir la désertification liée aux activités humaines. Pourtant, l'attention s'est plutôt portée sur des mesures correctives. Il est peu probable que les pays à faible revenu dépendants de l'agriculture aient les moyens de s'attaquer aux problèmes de la dégradation des terres et de la désertification. Il est, par contre, plus vraisemblable que des améliorations surviennent dans des pays dont la dépendance à l'égard des terres diminue et où les chances d'améliorer les politiques et le cadre institutionnel sont plus grandes.

Les changements climatiques devraient non seulement accentuer la désertification, mais également porter atteinte aux réserves en eau du fait de la diminution des glaciers dans les montagnes d'Asie centrale. L'eau représente probablement la ressource naturelle la plus importante pour la région. La dégradation des bassins versants menace l'approvisionnement en eau, qu'il s'agisse d'eau potable ou d'irrigation ou encore d'eau utilisée pour la production d'énergie. Les forêts et les arbres peuvent considérablement améliorer les bassins versants. Malheureusement, la position de la plupart des bassins de la région de part et d'autre de limites nationales complique les arrangements institutionnels en vue de leur gestion, notamment au niveau du partage des coûts et des

bénéfices. Le partage de l'eau entre les pays de la région est un problème politique délicat et constitue l'une des premières causes de conflit.

De plus en plus de touristes, nationaux et internationaux, sont attirés par les paysages intacts, notamment les montagnes et les déserts, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles perspectives mais créant également de nouveaux enjeux. L'augmentation des investissements dans les infrastructures, par exemple, la construction d'une nouvelle route de la soie, permet l'ouverture des pays jusqu'ici les moins visités d'Asie centrale. De nombreux pays à l'économie diversifiée sont parvenus à saisir l'occasion qu'offrait l'écotourisme (encadré 30), mais d'autres, surtout en Asie centrale, n'ont pas été en mesure d'exploiter cette possibilité à cause du manque d'infrastructures et de problèmes de sécurité. La plupart des pays à faible revenu ne disposent pas des arrangements institutionnels qui garantissent que les revenus issus de l'écotourisme bénéficient aux pauvres.

Le principal enjeu du tourisme vert est de parvenir à le gérer de façon durable. L'afflux de touristes (y compris de touristes nationaux) vers un nombre limité de destinations de grande valeur (par exemple la région de l'Azir en Arabie saoudite) représente une véritable gageure pour les capacités institutionnelles existantes. Ouvrir la région à l'écotourisme, c'est aussi l'ouvrir à la chasse illégale au trophée, surtout dans les pays où les moyens de faire appliquer la loi sont limités (FAO, 2005d).

Presque tous les pays d'Asie occidentale et centrale investissent considérablement dans les espaces verts pour améliorer la qualité de vie de la nouvelle population urbaine

(FAO, 2005c). L'attention particulière que la plupart des pays d'Asie centrale portaient à la foresterie urbaine à l'époque soviétique a diminué après leur indépendance, mais elle reprend, surtout dans les pays riches en combustibles fossiles. En effet, comme le montre l'encadré 27, plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe se sont lancés dans d'ambitieux programmes de création d'espaces verts parallèlement à l'expansion des centres urbains.

Les espaces verts urbains de la région vont certainement croître à des degrés divers en fonction des capacités financières et institutionnelles de chaque pays et de l'ampleur de l'urbanisation planifiée. À l'inverse, l'urbanisation non planifiée, notamment lorsque des populations rurales se voient obligées de déménager vers des centres urbains à cause de conflits, entraîne une destruction des espaces verts urbains.

RÉSUMÉ

Les perspectives pour les forêts et la foresterie en Asie occidentale et centrale sont mitigées. Dans certains pays, la hausse des revenus et l'urbanisation laissent entrevoir une stabilisation ou une amélioration de la situation des forêts, mais tel ne sera pas le cas pour plusieurs pays à faible revenu tributaires de l'agriculture. La dégradation des forêts pourrait également persister dans certains pays dont la situation est plutôt confortable mais dont les institutions sont faibles.

Les conditions de croissance défavorables dans la plupart des pays de la région limitent les possibilités de produire du bois à des fins commerciales. Les rapides augmentations de revenus et les taux de croissance démographique élevés semblent indiquer que la région continuera de dépendre des importations pour satisfaire la demande pour la plupart des produits ligneux. La principale justification pour la foresterie restera la fourniture de services environnementaux, notamment pour stopper la dégradation des terres et la désertification, pour protéger les bassins versants et pour améliorer l'environnement urbain. Il faut créer des institutions, particulièrement au niveau local, pour rendre possible l'adoption d'une approche intégrée de la gestion des ressources.

ENCADRÉ 30

Développement de l'écotourisme au Tadjikistan

Dans le district de Mourgab, situé dans les montagnes du Pamir oriental du Tadjikistan, les conditions de vie se sont détériorées après l'effondrement de l'Union soviétique. L'association d'écotourisme du Mourgab assure donc la promotion d'un écotourisme durable axé sur la conservation des ressources naturelles et culturelles et la création de revenus locaux. Cette association a été créée en 2003 par l'Agence de coopération technique et de développement, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Depuis 2005, cette association a un statut légal au plan national. Le nombre de touristes qui utilisent ses services (qui incluent l'organisation de descentes de rapides, de randonnées à dos de chameau et d'hébergement en yourte et chez l'habitant) est passé de 25 à 601 en 2005. Les profits dégagés par les opérateurs de tourisme locaux ont été multipliés par 10. Il est désormais envisagé de créer un réseau d'écotourisme national, de soutenir la chaîne de production artisanale, de collaborer avec des réseaux touristiques commerciaux et le gouvernement, et d'établir des liens régionaux avec les régions du nord de l'Afghanistan et du sud du Kirghizistan.

SOURCE: ACTED, 2006.